

Une élue veut encadrer la pub TV pour les enfants

Alimentation Le Conseil national se prononcera cette semaine sur la pertinence d'insérer des messages sanitaires dans les pubs pour le petit écran.

Ivan Radja

ivan.radja@lematindimanche.ch

Ce jeudi, la conseillère nationale Valérie Piller Carrard (PS/FR) l'aura attendu deux ans. En septembre 2015, elle déposait une motion pour «L'introduction de messages sanitaires lors de la diffusion de publicité», et c'est ce texte qui sera débattu au Parlement. En résumé, la socialiste souhaite que soient insérés, dans les spots TV, des conseils pour une alimentation saine, sur le modèle de ceux qui sont dispensés sur les chaînes françaises: «Pour votre santé, mangez au moins cinq fruits et légumes par jour/évitiez de manger trop gras, trop sucré, trop salé/évitiez de grignoter entre les repas/pratiquez une activité physique régulière.» Une telle mesure, destinée à tous les publics, est particulièrement indiquée pour les enfants, estime-t-elle: «Les jeunes enfants sont très influençables, et les marques le savent bien. Mais cela veut dire qu'ils retiennent aussi les bons conseils, et l'Institut national français de la prévention et de l'éducation pour la santé a effectué des études qui montrent que ces messages, diffusés depuis 2007, sont efficaces.»

Parler d'une même voix

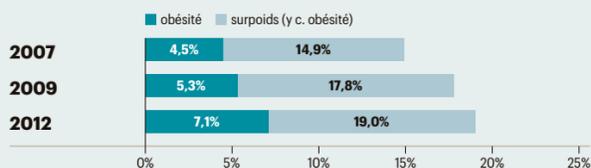
Responsable de l'alimentation à la Fédération romande des consommateurs (FRC), Barbara Pfenniger soutient la démarche. «Il ne s'agit pas de copier ces messages, que l'on peut d'ailleurs voir en Suisse romande, mais de s'en inspirer et de les adapter à la Suisse, et notamment aux trois langues principales.» Mais encore faut-il que tout le monde parle d'une même voix. «L'un des objectifs de la «Stratégie nutrition» de la Confédération est d'unifier les messages dans ce domaine, afin que les mêmes conseils soient dispensés par les acteurs, qu'il s'agisse de la publicité, des médecins, des nutritionnistes ou des coaches de sport, pour ne citer que ceux-là.»

Valérie Piller Carrard en convient, «ces messages ne font pas tout et doivent être intégrés dans une politique globale d'information, notamment via l'école. Or les efforts ne sont pas suffisants, comme la journée de la pomme, qui est une bonne initiative, mais ce n'est justement qu'un jour par

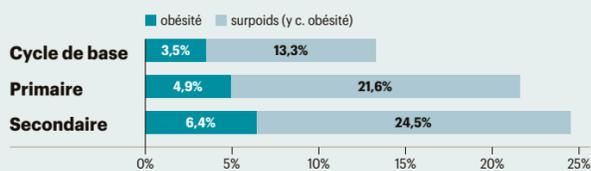


Obésité chez les enfants

Proportion des enfants entre 6 et 12 ans en surpoids ou obèses



Proportion des enfants en surpoids ou obèses à différents niveaux scolaires dans onze villes et cantons, années scolaires 2010-2011 à 2012-2013



SOURCE: OFSP

année...». Les cas de surpoids et d'obésité dès le plus jeune âge sont en augmentation (infographie), et la population adulte (18-75 ans) n'est logiquement pas en reste: 31% souffrent de surpoids, et 13% d'obésité. Signe inquiétant, souligne Valérie Piller-Carrard, «selon les chiffres de l'Office fédéral de la sécurité alimentaire, seuls 11% de la population consomment effectivement sa ration quotidienne de fruits et légumes». D'où l'urgence d'adopter les bons comportements aussitôt que possible. Or, ajoute-t-elle en s'appuyant sur le constat de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), «la publicité influe sur les préférences alimentaires des enfants, lesquels ont une grande influence sur l'acte d'achat des parents, et donc, au final, sur les aliments consommés.»

Les messages insérés dans les spots TV sont-ils pour autant réellement efficaces? Diététicienne

au CHUV, Muriel Clarisse n'est pas entièrement convaincue: «Ils ne sont pas forcément clairs, car on ne sait pas à quoi ils correspondent et comment les appliquer au quotidien. Combien de fruits, et combien de légumes? Sous quelle forme? Jus, cru, cuit, compote, soupe? À quel moment de la journée? Davantage captés par les images que par les textes. Il serait plus efficace, à mon avis, de passer des publicités vantant et promouvant les fruits et les légumes». Une conclusion partagée par Barbara Pfenniger, qui précise même que «le but demeure la suppression de toute publicité pour des produits malsains.»

En Suisse, le programme «Swiss Pledge», à l'initiative d'une douzaine de groupes ali-

Photos: Sasecond/istock - Merlin Photography Ltd.



«Seuls 11% de la population consomme effectivement sa ration quotidienne de fruits et légumes»

Valérie Piller Carrard, conseillère nationale socialiste fribourgeoise.

mentaires (Nestlé, Coca-Cola, Mc Donald's, Mondelez, Unilever, Rivella, Danone, Zweifel...), s'est engagé entre 2011 et 2014 à réduire la publicité de l'industrie agroalimentaire à l'intention des enfants pour des aliments trop sucrés, trop gras, trop salés ou trop riches en énergie. «Mais, note la porte-parole de l'OSAV Nathalie Rochat, si quelques succès ont été enregistrés, l'expérience montre que ces promesses ne sont ni contraignantes ni efficaces. Les critères devraient être définis non par l'industrie, mais par les gouvernements.»

Le Parlement y sera-t-il sensible? Lors de la révision de la loi sur les denrées alimentaires, il s'était déjà opposé à la réglementation de la publicité pour les aliments malsains destinés aux enfants. En Suisse, le législatif préfère miser sur l'engagement volontaire de l'industrie dans ce domaine. ●

Bombardier licencie et recrute à Villeneuve

Emplois Les licenciements collectifs annoncés sur le site vaudois échauffent les esprits. Car après avoir annoncé des centaines de renvois, l'entreprise canadienne va engager des intérimaires.

L'annonce n'est pas passée inaperçue, la semaine dernière: Adecco cherche des ingénieurs électriciens pour un constructeur ferroviaire. Même si elle n'est pas nommée, la multinationale Bombardier est la seule entreprise envisageable, car le lieu de travail indiqué est Villeneuve (VD). Pourtant, le groupe canadien a annoncé, au mois de juin, qu'il allait licencier 650 employés dans ses usines zurichoises et vaudoises. Et que cela toucherait en priorité les intérimaires qui, à Villeneuve, travaillent au montage final des trains à deux étages «Twindexx» commandés par les CFF.

Selon le syndicat Unia, près de 480 travailleurs temporaires devront quitter leur job dans cette usine. Sans donner de chiffre, Bombardier se borne à confirmer qu'il faut toujours moins de personnel pour terminer la commande des CFF. On ne sait pas exactement combien de nouveaux travailleurs vont être engagés, mais, selon des sources divergentes citées par le *Tagess-Anzeiger*, deux scénarios sont possibles: moins d'une centaine d'employés ou jusqu'à 180 personnes.

Licencier tout en recrutant parallèlement, Bombardier connaît la chanson. En Allemagne, à l'usine de Görlitz (D), beaucoup d'intérimaires se sont retrouvés à la rue après que la société canadienne a annoncé 2200 licenciements sur l'ensemble du pays. Or, à en croire le quotidien *Sächsische Zeitung*, Bombardier engage actuellement. Précisément pour répondre aux pressions de ses clients, explique un représentant du personnel. Comme les CFF, la Deutsche Bahn a une grosse commande en cours chez Bombardier, qui construit à Görlitz les caisses des wagons pour les Twindexx montés à Villeneuve.

Rappelons que Bombardier est très en retard pour livrer les trains en question. Ces véhicules devraient être en service depuis longtemps. Mais un porte-parole de Bombardier, à Berlin, prétend que l'augmentation prévue du personnel n'a rien à voir avec la commande des CFF: de ce côté, la situation est parfaitement sous contrôle, les objectifs seront atteints.

À Görlitz toujours, les représentants du personnel se plaignent que ces décisions indui-

sent beaucoup de pertes de savoir-faire. «C'est irritant d'avoir l'impression que, d'un côté, on réduit le nombre des spécialistes, alors que de l'autre côté, on engage à tour de bras des intérimaires, qui, parfois, n'ont pas suffisamment de compétences techniques, déclare Jan Otto, du syndicat IG Metall de Saxe orientale. Bombardier doit mieux accompagner ce processus et mieux communiquer.»

Ambiance plombée

À Villeneuve, depuis l'annonce du licenciement d'environ la moitié des 800 employés d'ici à la fin de l'année, l'ambiance est plombée tant à l'usine que parmi les habitants de la région. Les ouvriers ont cessé de s'identifier à l'entreprise. L'émission «Mise au point» de la RTS et le journal local *Le Régional* ont fait état de pratiques inquiétantes sur les chaînes de montage: plusieurs collaborateurs parlent de pièces et d'équipements montés, puis démontés parce que les plans de construction ont été modifiés. Un travailleur a indiqué à la RTS que des fournisseurs retiendraient des composants parce qu'ils n'ont pas été payés. Cela retarderait encore plus la livraison des 59 trains pour le trafic grandes lignes, commandés en 2010 pour une mise en service en 2014. On estime actuellement que ces compositions, qui doivent encore subir des tests d'homologation, ne rouleront pas avant 2019. Au départ, Bombardier avait dimensionné l'usine chablaisienne pour quelque 200 employés. Aujourd'hui, comme il y en a quatre fois plus, dont 70% de temporaires, on se marche dessus.

«No comment» des CFF

Qu'une entreprise engage des intérimaires à court terme pour honorer une commande urgente ne dérange pas Mathias Regotz, responsable du secteur Industrie au syndicat Syna. «Mais appliquer la maxime *hire and fire* (ndlr: engager et licencier) comme modèle d'affaires nous dérange fortement.» À l'avenir, pour de grosses commandes, les entreprises étatiques devraient favoriser les soumissionnaires qui emploient des salariés fixes. Et si vraiment Bombardier verse aux CFF une pénalité en compensation du retard de livraison, «cet argent devrait servir à dédommager les personnes licenciées par cette maison», ajoute le syndicaliste.

Invoquant le devoir de réserve, les CFF ne veulent pas s'exprimer sur le sujet et Bombardier indique qu'il n'y a pas encore eu de négociations concernant une éventuelle peine contractuelle. **Bernhard Odehnal**

L'économie grecque souffle

Répit L'économie grecque «va mieux» mais la priorité doit être désormais donnée à «la stabilité économique et politique» et «à l'avancement des réformes», estime le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, dans un entretien publié hier par le quotidien grec *Ta Nea*. La Grèce «doit réaliser d'ici à août 2018 les réformes» réclamées par ses créanciers, insiste le chef des ministres des Finances de la zone euro. **AFP**

Vers un «Airbus du rail»

Trains Le français Alstom et l'allemand Siemens, spécialisés de la construction de trains, métros, tramways et locomotives, ont confirmé vendredi soir l'existence de discussions en vue d'un rapprochement. Cette opération, rapporte le journal *Les Échos*, serait «un coup de tonnerre, avec un Airbus du rail capable de faire le poids face aux entreprises chinoises». **LMD**

PIB italien revu à la hausse

Dettes La croissance du Produit intérieur brut en Italie devrait atteindre 1,5% en 2018 et 2019, a annoncé samedi le ministre des Finances, Pier Carlo Padoan. Il a révisé à la hausse de précédentes estimations et confirmé devant la presse une croissance de 1,5% pour cette année. La dette publique italienne, a diminué en 2017 et cette diminution devrait «s'accroître», a-t-il également promis. **ATS**

Le «NYT» salue Microcity

Gloire Dans un article consacré à l'ouverture du centre de R&D du groupe Richemont à Neuchâtel, le *New York Times* précisait le 9 septembre qu'il était au cœur de «Microcity, Switzerland's well-known think tank and laboratory». Pour Christian Barbier, chef du service cantonal de l'économie, Neuchâtel est enfin «placé sur la carte mondiale de l'innovation», a-t-il déclaré dans *L'Express*. **LMD**



À Villeneuve, depuis l'annonce du licenciement d'environ la moitié des 800 employés, l'ambiance est morose. Laurent Gillieron/Keystone